

## Le nucléaire : une histoire sans fin ?

Marie Greffe et Gérald Jamsin-Leclercq – Form'action André Renard

### Contexte politique

En juin 1999, les élections législatives vont littéralement bouleverser la vie politique belge. La famille sociale-chrétienne perd sa position de première famille politique qu'elle occupait au plan national au profit de la famille libérale. En Flandre, le VLD devient le parti le plus important et en Wallonie, le leadership socialiste s'érode. Autre grande révolution de 1999, le vote sanction des électeurs et la montée en puissance des écologistes et du Vlaams Blok. Un gouvernement arc-en-ciel (PS-MR-Ecolo) voit le jour avec Ecolo à son bord. Olivier Deleuze (Ecolo) devient alors Secrétaire d'Etat à l'Energie. C'est dans ce cadre que la sortie du nucléaire va être négociée et finalement approuvée.

En effet, Deleuze fera de ses pieds et de ses mains pour pousser son dossier d'arrêt des centrales nucléaires au-devant de la scène politique. En mars 2002, la majorité libérale-socialiste devra se résigner à concéder cet effort à son condisciple vert. Le démantèlement de l'arsenal nucléaire belge (sept réacteurs, 4 à Doel et 3 à Tihange) étant prévu pour 2025, dont Doel 1, Doel 2 et Tihange 1 d'ici à 2015. Pour rappel, la loi du 31 janvier 2003 impose la fermeture des centrales nucléaires ayant atteint 40 ans de mise en exploitation. Le texte prévoyait cependant qu'en cas de force majeure (risque pour l'approvisionnement), la vie des centrales pouvait être revue. Aucun plan de développement des énergies renouvelables ni système de contrôle des prix pour le consommateur n'avaient par ailleurs été mis en place.



**La Belgique a décidé de prolonger de dix ans la vie de ses plus vieilles centrales nucléaires.**

Le projet est alors approuvé dans la douleur. Les opposants étaient de tous les bords, du PS au MR en passant le VLD etc. Sous couvert d'anonymat, on parlera de « belle connerie », de « devoir moral vis-à-vis d'un partenaire politique », « d'une loi mettant un terme à une grande réussite économique, technique et intellectuelle », « d'une loi purement dogmatique », etc. Cette résignation laissait présager, sans aucun doute, un possible revirement de terrain, une fois Ecolo poussé hors du gouvernement fédéral. Il n'a pas fallu attendre longtemps. Dès 2004, on reparlera de la possible révision de la loi, mais il faudra finalement attendre la crise économique de 2009 pour que le gouvernement envisage réellement de faire marche arrière. Différents groupes d'experts se relayeront afin de plaider la cause du nucléaire. Mais cela n'est pas étonnant quand on sait que ces groupes de travail recelaient dans leurs rangs des partisans notoires de l'énergie nucléaire plus ou moins liés, dans certains cas, à l'industrie de l'atome.

Dans ce cadre, le gouvernement a dernièrement chargé un groupe d'experts (Gemix) afin de faire le point sur le meilleur scénario possible, en termes environnementaux et économiques, pour garantir l'avenir énergétique du pays. Selon eux, il ne faut pas construire de nouvelles centrales nucléaires en Belgique mais prolonger la durée de vie des anciennes (10 ans pour les plus vieux sites et 20 ans pour les autres). Pour le Gemix, même en réalisant d'importantes économies d'énergies, les projets de substitutions au nucléaire ne seront pas suffisants pour garantir l'approvisionnement en énergie du pays en 2015. Argument notamment contré par Inter-Environnement, Greenpeace et la FGTB. Ou l'on explique entre autres qu'il est possible de mettre en place, en 5 à 7 ans, une politique de réduction de la consommation en électricité ambitieuse et permettant d'autres perspectives d'approvisionnement comme le gaz par exemple.

Pour rappel, la Belgique s'est engagée vis-à-vis de l'Union européenne (protocole de Kyoto) de fournir 13% de sa consommation énergétique via des énergies renouvelables d'ici à 2020. Aujourd'hui, ce taux plafonne à 4% seulement. La Belgique doit également réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> à 7,5% d'ici à 2012 par rapport à ses émissions de 1999. C'est d'ailleurs ce dernier point qui est repris allègrement par les défenseurs du nucléaire qui estiment qu'il n'est pas possible de diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> d'un tel pourcentage sans le nucléaire.

...

Les partisans des énergies renouvelables misent eux davantage sur les éoliennes pour parvenir à cet objectif. Les deux camps s'opposent. Les pro-nucléaires estiment qu'il est impossible de remplacer cette source d'énergie qui intervient dans 57% de la fourniture d'électricité en Belgique par des énergies renouvelables. Les environnementalistes contestent ces dires, car selon eux, le nucléaire ne représente au final que 10% de la consommation finale d'énergie belge. Ils estiment qu'il est donc possible de miser sur d'autres vecteurs que l'électricité, tels le gaz ou la cogénération, et sur les énergies propres. Il est aussi intéressant de rappeler qu'à côté de la problématique relative au réchauffement climatique, il faut également se concentrer sur les autres déchets de la production énergétique. Le nucléaire traîne quelques casseroles en la matière. Les déchets radioactifs en sont la part la plus visible. Un élément radioactif a une durée de vie d'un million d'années. Quelle solution a-t-on trouvée depuis l'apparition du nucléaire pour recycler ses déchets ? Que fera-t-on une fois les réserves d'uranium épuisées (+/- 60 ans) ? Quelle part accorde-t-on aux risques liés à l'activité nucléaire (accident, panne, résistance de la cuve, radiations, etc) ?

**Les pro-nucléaires estiment qu'il est impossible de se passer du nucléaire pourtant, les opposants affirment le contraire.**

Dans les avis plus tempérés, on peut citer Stephen Tindale, ex-président de Greenpeace Europe et cofondateur du récent Think thank Climate Answer, qui explique que les énergies renouvelables ne seront pas suffisantes avant trente ans. Dans ces conditions, l'énergie nucléaire paraît être une solution intermédiaire afin de ne pas augmenter les émissions de CO<sub>2</sub> et donc de favoriser

l'accélération du réchauffement climatique. Tindale plaide pour un renforcement des réseaux de distribution, d'utiliser les nouvelles technologies, de renforcer les capacités de stockage et de développer les énergies renouvelables.

### **Les choix politiques de 2009**

Le ministre de l'Energie Paul Magnette (PS) semble pourtant faire fis de ces détails, estimant sans doute que les caisses de l'Etat ont plus besoin des rentes espérées du secteur énergétique que des promesses faites par le gouvernement en matière de développement d'énergie renouvelable.

Le retrait du nucléaire coûterait 25 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> produites en plus par an à la Belgique, selon le Bureau du Plan. Mais les prolongations de Doel 1, Doel 2 et Tihange 1 de dix ans augmentent les déchets nucléaires de 10%. GDF Suez pourrait par ailleurs remplir son portefeuille, car si la prolongation des centrales devait lui coûter 800 millions d'euros par an, l'activité devrait rapporter, en net, environ 1 milliard d'euros entre 2015 et 2025. Selon la Creg (régulateur de l'électricité et du gaz), le gain pourrait être de 12 milliards d'euros pour la prolongation des sept réacteurs. En effet, l'énergie nucléaire produite aujourd'hui coûte moins cher que d'autres. Ainsi, la Banque Nationale de Belgique estime que la différence entre le coût de production de l'électricité nucléaire et le prix du marché représente 700 millions d'euros. Où va cet argent ? Dans les poches des actionnaires pardi !

La rente devrait être affectée aussi à la réduction du prix pour le consommateur, au développement d'énergies renouvelables et au budget de l'Etat. Mais au vu de la situation conjoncturelle, on peut s'interroger sur la réelle répartition de cet argent. Avant même de s'inquiéter de savoir comment elle va être répartie, il faut se souvenir qu'elle n'est pas encore acquise. Début octobre, Paul

Magnette a annoncé en pleine négociation budgétaire avoir conclu un accord avec GDF Suez en ce qui concerne la prolongation des trois vieilles centrales nucléaires belges (Doel 1, Doel 2, Tihange 1) de dix ans en contrepartie d'une rente du secteur de 235 millions d'euros d'ici à 2010 et ce, pendant 5 ans. Par la suite, la rente serait revue à la hausse. Quelques jours plus tard, l'information était démentie par le patron de GDF Suez, maison mère d'Electrabel, Gérard Mestrallet, qui expliquait que le groupe ne paierait pas. Cette déclaration fait également entrevoir que l'électricien ne paiera pas les 500 millions d'euros de rente telle qu'imposée par le gouvernement pour 2009. Pour rappel, Electrabel a payé la rente 2008 (250 millions d'euros) mais est aujourd'hui en appel afin de récupérer « son argent ».

**La prolongation des trois plus vieilles centrales (Doel 1, Doel 2 et Tihange 1) de dix ans augmentera le volume des déchets nucléaires de 10%.**

Mercredi 21 octobre dans la soirée, le gouvernement a signé un accord avec GDF Suez relatif à la prolongation des centrales nucléaires. En contrepartie, du versement d'une somme annuelle (entre 215 et 245 millions d'euros) de 2010 et 2014. Des accords d'investissements dans l'énergie renouvelable et la recherche et développement auraient également été conclus. Quelque 10.000 personnes pourraient être engagées et les centres de décision de l'électricien seraient maintenus en Belgique. Quid de l'ardoise des 500 millions d'euros (pour 2009)? Au prochain épisode ? A moins que le gouvernement ne la laisse tomber afin de ne pas risquer de se retrouver engagé dans un procès durant plusieurs années, où Electrabel bataillerait pour récupérer la somme versée ?

...

Cette tendance au retour au nucléaire ou à la prolongation des centrales est une réalité en Europe. De nombreux pays ont décidé de faire marche arrière et ont lancé des chantiers de construction de nouvelles centrales (par exemple en Finlande ou au Royaume-Uni). Les gouvernements prônent hypocritement le recours au nucléaire en matière de production d'électricité afin de protéger la planète du réchauffement climatique en attendant de développer des énergies renouvelables. Dans le même temps, on assiste à un silence radio de la problématique des déchets nucléaires !

Dans ce contexte, où le tabou nucléaire a été levé, on peut s'interroger si l'Union européenne pourrait revenir au principe du Traité Euratom qui en 1975, ambitionnait de bâtir une industrie nucléaire européenne pour assurer l'indépendance énergétique de la Communauté...

## Décodage

Depuis 30 ans, les producteurs d'électricité expliquent que le prix élevé de l'électricité pour les consommateurs se justifie par l'amortissement relatif aux investissements importants des moyens de production des centrales nucléaires, notamment. Aujourd'hui, alors que les coûts de ces installations sont amortis, les prix n'ont pas diminué, ils ont même augmenté. Le nucléaire est en fin de compte une véritable poule aux œufs d'or pour les actionnaires !

Le contexte actuel de crise économique semble être un véritable eldorado pour les pro-nucléaires. Le gouvernement d'Herman Van Rompuy (CD&V), qui a cruellement besoin de moyens pour maintenir l'équilibre budgétaire, est ainsi prêt à accepter une nouvelle fois la loi des lobbies (ici, nucléaires) en échange de quelques miettes... comparativement aux plantureux bénéfices de GDF Suez. La morosité économique est aussi une manière de justifier « la difficulté » de réaliser des

investissements importants permettant de produire de l'électricité de façon respectueuse pour l'environnement. Pourtant, une plus value existe ! Elle finit intégralement dans la poche des actionnaires, alors qu'une partie, au moins, devrait servir à des investissements permettant d'assurer la production énergétique à moyen et long terme, sans épuiser les ressources de la planète et sans mettre en danger les populations !

**« Le renouveau économique vert ne propose pas un changement d'orientation, il reconduit la même chose : toujours plus de croissance et de profits, et encore moins de redistribution »<sup>5</sup>.**

Aujourd'hui, le seul (petit) obstacle aux gains que constitue la prolongation des centrales nucléaires c'est en définitive... l'opinion publique, alertée depuis longtemps par les arguments solides présentés par les nombreux détracteurs du nucléaire. Dont la FGTV qui n'hésite pas à qualifier la prolongation du nucléaire « de combat d'arrière garde »<sup>1</sup> rappelant notamment « que l'énergie nucléaire se trouve aux mains de quelques multinationales qui font la pluie et le beau temps énergétique de notre pays, sous couvert de libéralisation des marchés ».

La crise financière et économique a cependant permis aux lobbies du nucléaire de sagement organiser la riposte contre leurs détracteurs. Cela au travers « d'une campagne publicitaire<sup>2</sup> », correction : « d'une campagne démagogique », sous couvert d'une invitation à la réflexion, de l'impérative nécessité du nucléaire. La recette employée est très intelligente, faire un mea-culpa sur les risques du nucléaire, affirmer que les énergies renouvelables sont la voie dans laquelle il faut s'engager, mais aussi jouer sur... la peur. Brandir le spectre de l'insuffisance énergétique, de l'épuisement des ressources fossiles, c'est ramener l'humanité à ses peurs ancestrales. C'est la plonger dans un sentiment

d'insécurité identique à celui de nos ancêtres préhistoriques, lorsque le feu s'était éteint et qu'ils ne savaient pas encore comment le faire renaître...

C'est une fois de plus la manipulation des esprits<sup>3</sup>. C'est le conditionnement et le formatage au service d'un modèle de société qui prône le profit immédiat pour quelques-uns au détriment du reste du monde et des générations futures (quid des déchets nucléaires, notamment).

Des nuances s'imposent pourtant, la production d'énergie de manière plus respectueuse pour la planète et ses occupants n'est pas sans incidences ni sources de questionnements. La technologie doit manifestement encore progresser, tout comme les mentalités<sup>4</sup>.

La création d'emploi (vert) nouveau est peut-être une perspective réjouissante, mais sera-t-elle suffisante pour compenser les postes perdus dans les secteurs de la production énergétique devenus obsolètes ? De quels emplois s'agit-il ? Seront-ils durables ? Quelles formules seront ébauchées par le gouvernement et les entreprises afin de réussir ce changement sans passer pas la case « casse sociale » ? Une chose est malheureusement acquise : « Le renouveau économique vert ne propose pas un changement d'orientation, il reconduit la même chose : toujours plus de croissance et de profits, et encore moins de redistribution »<sup>5</sup>.

Malgré ces nuances et les nombreuses questions en suspens, et au-delà des « pour » et des « contre » le nucléaire, un positionnement idéologique est à prendre. Soit répondre aux besoins (réels) des populations en matière d'énergie en préservant un cadre de vie dans des perspectives à long terme. Soit, dans une tradition toute libérale, miser sur le court terme et ainsi maximiser les profits sans se préoccuper de l'avenir. Le lecteur fera son choix...

...

## Bibliographie

- Blaise, Pierre. Les résultats des élections législatives du 13 juin 1999. Courrier Hebdomadaire (Crisp) n°1653-1654, 1999.
- Pour ou contre la fermeture des centrales nucléaires ? Juillet 2002. <http://www.mondequibouge.be>
- Angé, Mikaël. Non, le nucléaire n'est pas une solution ! La Libre, 23 janvier 2006.
- Saliez, Jean-Yves. Nucléaire et facture énergétique : 55% des Belges se font des illusions ! Le Soir du 24 mai 2006.
- Pour un vrai débat sur l'énergie. Fédération Inter-environnement Wallonie. 18 février 2009.
- Vanderburle, Julien. Sortir du nucléaire est un choix responsable. Fédération Inter-environnement wallonie. Mars 2009.
- Changement climatique et question sociale. Politique n°HS12, septembre 2009.
- Energie durable : relever le défi social. Politique n°HS12, septembre 2009.
- Nucléaire : chronique d'une lâcheté annoncée... Fédération Inter-environnement Wallonie. 2 octobre 2009.
- Une sortie avortée cousue de fil blanc. Le Vif/L'express du 9 octobre 2009.
- Déchets nucléaires français en Russie : le gouvernement demande une enquête. La Tribune du 12 octobre 2009.
- <http://www.natpro.be>
- Accord sur le nucléaire : le cours du reniement est au plus bas... Fédération Inter-environnement Wallonie. 13 octobre 2009.
- Des prix électriques sous contrôle. Le Soir du 14 octobre 2009.
- Déchets, le cauchemar du nucléaire, d'Eric Guéret. Documentaire, ARTE, 2009.
- Pourquoi nous sommes opposés au nucléaire ? Etude de Dominique Parizel, 2009 - [http://www.natpro.be/pdf/nucleaire\\_L.pdf](http://www.natpro.be/pdf/nucleaire_L.pdf)



---

<sup>1</sup> Prolonger le nucléaire ? Un combat d'arrière-garde, Magazine Syndicats n°17, 16 octobre 2009.

<sup>2</sup> Le Forum nucléaire rassemble la plupart des entreprises et organismes qui sont actifs dans le nucléaire en Belgique ([www.forumnucleaire.be](http://www.forumnucleaire.be))

<sup>3</sup> Les moyens et les outils utilisés sont ici encore considérables : presse écrite, radio, télévisuelle...

<sup>4</sup> Un exemple : l'installation d'éoliennes est souvent considérée comme source de nuisances pour les riverains. Ils considèrent qu'elles « défigurent » le paysage.

<sup>5</sup> <http://www.metallos.be/actualite/02/11/2009/travailler-vert-et-vivre-pauvre>